

# NEWS

B.D.I.C

# SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel  
Date : 31 octobre 1986

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

No : 78

## DECLARATION



LA COMMISSION Provisoire de Coordination de NSZZ "Solidarnosc" (TKK) s'est réunie le 12 octobre 1986 sous la présidence de Lech Walesa. Jan Andrzej Gorny et Marek Muszynski étaient également présents. La situation du pays et ses conséquences pour le syndicat y furent discutées. On y a affirmé que les récents événements ne sont pas des raisons suffisantes pour changer le point de vue du syndicat sur ses activités clandestines: ce qui est, l'expérience le prouve, la seule façon possible et efficace de fonctionner dans les conditions qui résultent du 13 décembre 81 et qui continuent à être en vigueur, malgré certains petits changements.

On y a également discuté de problèmes organisationnels concernant la TKK. Sur proposition du président de NSZZ "Solidarnosc", le retour de Gorny et de Muszynski à la vie normale et l'abandon, par eux, de la clandestinité ont été décidés. La continuation de leur travail dans la clandestinité, pour renforcer les structures du syndicat et mettre sur pied des formes efficaces organisationnelles de l'activité, n'est plus indispensable. Lech Walesa et la TKK ont remercié leurs collègues, Jan Andrzej Gorny et Marek Muszynski pour leurs efforts et leur travail désintéressés.

Analysant la situation courante du syndicat, la TKK a souligné le fait que les récents événements politiques en Pologne ont jeté la confusion et l'incompréhension chez les membres et sympathisants de NSZZ "Solidarnosc". C'est pourquoi, convaincus que seuls les efforts entrepris dans un esprit de patriotisme et de démocratie - ce qui signifie, aujourd'hui, le respect des principes et de la tradition de "Solidarnosc", nous réaffirmons que:

1. NSZZ "Solidarnosc" est composée, ainsi que déclaré dans ses statuts, d'organisations régionales autonomes.
2. La TKK de NSZZ "Solidarnosc" règle les affaires courantes du syndicat; elle coordonne les activités régionales et met sur pied les actions sur le plan national, de même qu'elle représente le syndicat.
3. La TKK de NSZZ "Solidarnosc" est un collège composé des dirigeants et/ou des représentants désignés des commissions exécutives régionales (RKW, RKK, RKS, RK).
4. La TKK de NSZZ "Solidarnosc" exécute ses activités en coopération et en accord, totaux, avec le président de NSZZ "Solidarnosc", Lech Walesa.
5. La direction des organisations régionales de "NSZZ "Solidarnosc" repose sur les commissions exécutives régionales (RKW, RKK, RKS, RK) qui coordonnent et soutiennent les organisations du syndicat sur les lieux de travail. Elles maintiennent le contact avec les organisations syndicales au niveau des ateliers, elles les aident à formuler le programme de leurs activités et les représentent au niveau régional.
6. NSZZ "Solidarnosc" s'appuie sur des structures dans les entreprises dirigées par la Commission Clandestine des Entreprises (TKZ). La sauvegarde des structures au niveau des ateliers signifie la préservation de NSZZ "Solidarnosc". Dans la situation actuelle, on doit souligner que la sauvegarde des activités clandestines est absolument nécessaire puisque c'est la seule façon efficace de fonctionner dans les conditions qui résultent du 13 décembre 1981 et qui perdurent à ce jour.
7. NSZZ "Solidarnosc" maintient ses contacts directs et amicaux avec le mouvement syndical démocratique international. C'est le Bureau de Coordination à l'étranger de NSZZ "Solidarnosc", mis sur pied par la TKK et établi à Bruxelles, qui est l'organe s'occupant des relations régulières avec ces organisations syndicales.
8. Suite aux tentatives de divers organes du syndicat de développer leurs activités syndicales par un retour à des opérations ouvertes, le TKK souligne la nécessité de conserver des mesures de sécurité et de protéger le potentiel humain dans la clandestinité et la base matérielle qui, ensemble, font la force et l'importance actuelles du syndicat.
9. La TKK de NSZZ "Solidarnosc" réaffirme que la sauvegarde et la défense de la démocratie interne du syndicat sont la base de l'accomplissement efficace de ses devoirs.

Cette déclaration a été signée le 12 octobre 1986 par le président de NSZZ "Solidarnosc" et la TKK ainsi que par les représentants régionaux de Basse Silésie (Wroclaw), Gdansk, Malopolska (Krakow), Poméranie occidentale (Szczecin), Slask-Dabrowski (Katowice), Torun-Bydgoszcz et Lodz.

4° P. 12007

LECH WALESA et le Conseil Provisoire de NSZZ "Solidarnosc", composé de Bogdan Borusewicz, Zbigniew Bujak, Wladyslaw Frasnyniuk, Tadeusz Jedynek, Bogdan Lis, Janusz Palubicki et Jozef Piniór, ont publié la déclaration suivante le 29 septembre 86.

La libération des prisonniers politiques qui est une décision importante a créé une occasion sans précédente d'opérer une transformation sociale dans le pays. Elle devrait être immédiatement suivie par des développements dans l'arène publique polonaise, qui puissent aider à débloquer les relations entre les autorités et la société. Sinon, cette libération n'aura que des effets à court terme: les prisons se rempliront à nouveau et la situation du pays continuera à se détériorer.

Le rapport "Cinq ans après Août"\* le démontre clairement: l'économie et l'environnement naturel de la Pologne sont tellement critiques qu'ils précipitent le déclin du pays. Ce n'est pas le moment de chicaner: des décisions de la plus haute importance sont à prendre en vue de trouver des solutions pour l'avenir de notre pays et pour la sauvegarde de notre Etat et de notre identité nationale. C'est pourquoi, nous sommes persuadés que, pour surmonter nos difficultés, chaque Polonais doit être convaincu que sa contribution personnelle compte.

Nous pouvons voir dans les récentes propositions de réforme institutionnelle faites par les autorités que le pouvoir est conscient du fait que les divers groupes sociaux importants n'ont aucune liberté d'expression, que le pluralisme de la société polonaise n'est nullement reflété dans l'arène publique, que les droits civiques doivent être défendus. Cependant, nous pensons qu'il est de notre devoir de déclarer clairement que la création de nouvelles institutions fantômes, non seulement, ne résoudra aucun problème, mais encore, pourrait même anéantir cette nouvelle occasion qui se présente. Le dialogue requiert une véritable institutionnalisation et non plus des façades. Il est donc nécessaire de reconnaître le principe de la représentation et de l'indépendance de tous les groupes sociaux. Ce qui est impossible tant qu'on refuse à ces groupes le droit de créer leurs propres associations, syndicats et organisations. La restauration du pluralisme pourrait permettre l'évolution de la plateforme du dialogue social sur le problème polonais le plus urgent: le sauvetage de l'économie nationale. L'intérêt que nous portons à notre pays et à ne pas laisser passer cette occasion fournie par la libération des prisonniers politiques nous pousse à formuler ces propositions. Il est des moments, dans l'histoire d'une nation où l'intérêt supérieur commande de mettre de côté l'animosité, la discorde et la rancune.

\*\* NDLR: Rapport de 400 pages écrit par des experts et conseillers de NSZZ "Solidarnosc" publié sous peu dans sa traduction française intégrale par le bureau de coordination à l'étranger de NSZZ "Solidarnosc".

DANS UNE DECLARATION du 6 octobre, la commission régionale de Basse Silésie de NSZZ "Solidarnosc" (RKS) donne des éclaircissements sur sa position après l'amnistie du 17 juillet et les diverses décisions des régions de revenir partiellement à des activités ouvertes. La RKS exprime son soutien à toutes les

nouvelles initiatives en faveur du syndicat, à commencer par le Conseil provisoire, dont deux membres, Frasnyniuk et Piniór font partie des leaders dans la région de Basse Silésie. Cependant, elle déclare que, pour sa part, elle ne formera pas de Conseil non-clandestin considérant que les activités syndicales ouvertes sont inefficaces tant que le syndicat est banni de la légalité, tant qu'il n'y pas de garanties officielles pour les militants de poursuivre leurs activités sans risques de répression et pour le patrimoine et l'équipement du syndicat de ne pas subir des confiscations. La RKS fait évidemment une différence entre un travail syndical non-clandestin, qu'elle considère comme impossible à ce jour, et de initiatives ouvertes en vue de reconquérir un retour à la reconnaissance légale de NSZZ "Solidarnosc", considéré comme essentiel. La RKS continuera donc à coordonner et soutenir les structures clandestines du syndicat au niveau des entreprises dans sa région, soulignant que la survie de l'activité syndicale à ce niveau est synonyme de la survie de NSZZ "Solidarnosc" en Pologne.

LA COMMISSION CLANDESTINE des entreprises de NSZZ "Solidarnosc" au chantier naval de Gdansk a publié une déclaration le 30 septembre reconnaissant le Conseil provisoire du syndicat comme l'autorité légitime du syndicat et appelle à une grève de huit heures si le Conseil fait l'objet de quelque répression. Le comité inter-entreprises de coordination de NSZZ "Solidarnosc", le comité ouvrier inter-entreprise de NSZZ "Solidarnosc" et le comité exécutif de "Solidarnosc Walczacza" ont déclaré, le 23 octobre à Varsovie, qu'ils avaient l'intention de rester dans la clandestinité et de continuer à renforcer les structures clandestines du syndicat sur les lieux de travail.

ALORS QU'EN POLOGNE, on célébrait ce 19 octobre le deuxième anniversaire de l'assassinat par la Sureté d'Etat du père Jerzy Popieluszko, le ministère de l'Intérieur annonçait son intention de réduire la durée des peines infligées à trois des quatre meurtriers. Le colonel Adam Pietruszka voit sa peine réduite de cinq ans, 15 ans au lieu de 20, le lieutenant Leszek Pekala fera 10 ans au lieu de 15 et la lieutenant Waldemar Chmielewski ne fera que 8 ans à la place des 14 qu'on lui avait infligés. Seul, le capitaine Grzegorz Piotrowski devra faire les 25 ans de la sentence initiale.

LE SECRETAIRE GENERAL de la Fédération Internationale des Travailleurs du Textile, du Vêtement et du Cuir, la FITITVC (la fédération régionale pour l'hémisphère américaine, basée à Bogota), a adressé, le 19 septembre, une lettre au général Jaruzelski, protestant, au nom des quelques millions de travailleurs représentés par la FITITVC, contre les violations des conventions collectives et de la liberté d'association et d'expression en Pologne. Monsieur Carlos Bedoya a aussi exprimé le soutien total de sa fédération à "Solidarnosc".

ERRATUM: Nous demandons à nos amis de Wroclaw de bien vouloir nous excuser: dans notre NEWS 77, nous avons malencontreusement situé Wroclaw en Haute Silésie alors que cette ville est en Basse Silésie.